

RAPPORT SYNTHÈSE DU CHANTIER «FEMMES ET ÉCONOMIE» (version 4 p.)

Ce cahier de propositions est la synthèse des travaux du Chantier «femmes et économie» auquel ont participé plus de 50 personnes à travers les échanges sur un forum électronique (women@socioeco.org) et deux rencontres, l'une à Paris les 9-10-11 octobre 2000 et l'autre à La Havane les 9-10-11 avril 2001. Il a été rédigé par Cécile Sabourin, avec la collaboration de Josée Belleau.

1-BREF RÉSUMÉ DES CONSTATS ET CRITIQUES

La position spécifique des femmes dans la société

Une grande majorité de femmes sur cette planète sont responsables de la reproduction humaine, du maintien de la vie et des soins aux personnes. influencés par l'urgence de protéger la vie et celle d'assurer l'accès aux biens et services essentiels pour elles-mêmes et pour leur famille, les femmes sont également motivées par l'urgence de combler le fossé grandissant entre d'une part leurs besoins fondamentaux et aspirations et d'autre part leurs conditions de vie. Aussi, partout où la vie quotidienne prend la forme de «survie», on trouve des femmes qui s'engagent dans des initiatives visant à «changer leur monde». Nulle part, elles ne sont absentes des lieux où s'organise la vie en société, mais elles sont souvent exclues des lieux où les décisions politiques et économiques se prennent.

Sur-représentées parmi les plus démunis, les pauvres et les «sans-voix politique», les femmes en tant que groupe occupent une position caractérisée par la pauvreté, l'exclusion et la violence, dont les formes et les intensités varient selon les sociétés et les époques. Cette position forge leur regard particulier sur le système socio-économique dans son ensemble (production, consommation, échanges) et, de ce fait, des points de vue sur les transformations qui s'imposent.

Notons que le partage inégal des tâches domestiques entre les hommes et les femmes, ainsi que les rapports de domination exercés par les hommes dans le couple et la famille tout autant que dans la sphère du politique et de l'économie contribuent à «cristalliser» les situations inacceptables de pauvreté et d'exclusion, rendant encore plus complexe la recherche de voies de transformation des rapports économiques. Par ailleurs, un mouvement vers une plus grande complexité de l'identité des femmes s'exprime clairement dans toutes les régions du monde. Partout les femmes expriment une volonté de concilier des rôles de mère, épouse, travailleuse, entrepreneure, citoyenne. Ce mouvement est marqué par la diversité des contextes sociaux et culturels dans lequel il se manifeste. Le contexte rural ou urbain est généralement déterminant des formes que prend la conciliation des différents rôles.

Des conditions pour ouvrir la voie à des transformations fondamentales

Depuis longtemps, ce sont les mobilisations sociales et politiques qui permettent aux femmes de progresser vers l'atteinte de leurs objectifs dans la sphère économique. Les femmes se regroupent et luttent pour trouver leur place au sein de l'économie «dominante». Elles luttent pour la reconnaissance effective de leur travail quotidien dans l'ensemble des sphères de la vie socio-économique. Elles luttent aussi afin de découvrir, expérimenter et faire connaître les nouveaux chemins et initiatives qui peuvent satisfaire leurs aspirations et apporter des conditions d'égalité. Toutefois, des conditions préalables, variables selon les contextes sont nécessaires pour voir émerger et s'affirmer des transformations réelles et durables sur le terrain. Dans certains pays, les femmes exigent d'abord leur reconnaissance juridique comme personnes humaines ayant des droits. Là où des législations existent, elles revendiquent le respect des droits et l'accès aux moyens d'assurer leur mise en application concrète, par exemple l'accès à la terre, au crédit, à la formation.

Des initiatives répondant à des besoins variés, innovantes mais possibles à certaines conditions

Les initiatives des femmes répondent à des besoins *contextualisés*, c'est-à-dire que l'environnement physique, politique, économique et culturel est déterminant des besoins et des initiatives elles-mêmes. Aussi, ce que l'on considère essentiel dans un «environnement pauvre» peut être un acquis ailleurs où d'autres besoins demeurent cependant insatisfaits et sont objets d'initiatives. En particulier les pays ou territoires en crise (suite à une catastrophe naturelle ou un conflit armé) ou en processus de reconversion (à l'économie de marché, par exemple) présentent des particularités qu'on ne doit pas sous-estimer.

Outre le fait qu'il manifeste le dynamisme des femmes, le foisonnement des initiatives dans certains secteurs et milieux est révélateur de la catastrophe qu'impose l'économie «dominante» au développement humain. Les initiatives rendent ainsi visibles des aspects de l'économie qui jusque là n'étaient pas, et parfois ne sont toujours pas, reconnus et comptabilisés. Les domaines dans lesquels les femmes ont mené des expériences et initiatives porteuses de valeurs de transformation :

- l'alimentation/nutrition : groupements d'achats, épiceries sociales, restaurants, restaurants du cœur, services traiteur, cuisines collectives, banques céréalières, activités d'auto-suffisance et de résistance, etc.
- la couture et l'entretien du linge : laverie, retouche, pressing, repassage, magasin de mode,
- les services de médiation, les besoins relationnels,
- la santé : services de première nécessité, services «alternatifs», médecine par les plantes, etc.
- les activités choisies parce que génératrices de revenus, activités permettant l'accès aux marchés, les mécanismes d'échanges et de troc, les regroupements de productrices,
- l'éducation : projets d'alphabétisation, de transferts de connaissances, de savoirs, de savoir-faire, activités d'apprentissage concernant les rapports de genres, les formes de discrimination et d'exclusion, etc.
- la culture et la communication : média, espaces d'expression politique et culturelle, etc.

2-PROPOSITIONS

Un consensus se dégage sur certains principes fondateurs pour la construction d'un nouveau paradigme économique. Ceux-ci s'inscrivent dans une vision du développement individuel et collectif reconnaissant :

- l'égalité entre les femmes et les hommes,
- les dimensions spirituelle, mentale, physique et sociale de la personne,
- un développement harmonieux et équilibré entre le «centre» et la «périphérie»; entre le Nord, le Sud, l'Est et l'Ouest; à l'intérieur d'un territoire ou d'un pays; etc.

Plus spécifiquement, les propositions du Chantier «femmes et économie» visent 3 enjeux :

- construire un nouveau paradigme économique prenant appui sur l'analyse et les pratiques solidaires des femmes,
- développer des outils méthodologiques pour la reconnaissance de ces pratiques,
- rendre visibles les pratiques des femmes et développer des pratiques solidaires sur le terrain.

Huit principes constituent des pistes essentielles à approfondir et à enrichir comme assises d'un nouveau paradigme économique, intimement lié aux propositions qui suivent dans le texte. Voici des huit principes :

- *Multifonctionnalité des activités «productives» et du travail des femmes*
- *Décloisonnement (dé-compartmentation) et partage du travail et des responsabilités*
- *Reconnaissance de la conciliation des rôles et des activités, et partage équitable du temps et des tâches*
- *Reconnaissance des savoirs traditionnels et des savoirs d'expérience acquis à l'extérieur de la sphère économique «dominante»*
- *Organisation des espaces de production et de vie sur la base du temps et des besoins des personnes et des communautés*
- *Hiérarchie des priorités prenant en considération la vie et les personnes humaines*
- *Transparence dans les pratiques à tous les niveaux*

Les propositions prendront des formes diverses et nécessiteront des stratégies adaptées aux contextes et aux niveaux local, national et mondial. Elles n'en demeurent pas moins, à notre avis, des bases incontournables de transformations en profondeur des rapports économiques.

Proposition 1 : Déconstruire des mythes (préjugés tenaces colportant les idées d'infériorité et d'improductivité des femmes)

Ce n'est pas un hasard s'il persiste des mythes que nous voulons voir s'effondrer. Des idées reçues répétées soit directement ou sous forme d'humour malsain contribuent à ancrer des images et stéréotypes sur les genres, à les faire s'incruster dans l'imaginaire, leur donnant un statut d'évidence. Les mythes entretiennent des images négatives des femmes ainsi que des obstacles à leur participation, à leur crédibilité et à leur légitimité au sein de nombreuses sinon de toutes les sociétés. Nous proposons de déconstruire ces mythes, premier pas vers leur disparition.

Proposition 2 : Reconceptualiser les concepts économiques de base

La vision critique développée par les femmes à partir de leur position spécifique dans l'économie telle que nous l'avons présentée dans la première partie du texte, en particulier l'invisibilité du travail de «caring»¹ nécessite cependant d'être mieux documentée, conceptualisée et diffusée. Parmi les concepts qui doivent être redéfinis pour la construction d'un nouveau paradigme économique, les femmes indiquent en priorité les suivants : la personne humaine, sa position dans la sphère de l'économie au sens large; la nature; le temps; l'économie, le domaine de l'économie dans toute sa diversité; la croissance; la valeur; la richesse; le travail; les termes d'échange; la productivité.

Des pistes prioritaires ont été identifiées lors de la rencontre de Findhorn. Elles s'inspirent de propositions formulées par plusieurs chantiers.

- Reconnaître les diverses formes du travail et briser le lien entre richesse et accumulation financière/matérielle, briser le lien entre travail et revenus, car cela ne laisse aucun autre choix que d'offrir ses services à des conditions qui se dégradent continuellement avec la globalisation économique et la compétition croissante entre les personnes et les territoires.²
- Développer les chaînes de production à partir des besoins et potentiels identifiés d'abord au niveau local. Cela remet en question les choix de consommation, de production et d'échanges qui sont imposés par les grandes corporations transnationales.³

Proposition 3 : Concevoir des indicateurs adaptés et diversifiés de la richesse et du travail

Seuls des indicateurs revus pourront rendre visibles les activités traditionnelles des femmes, les activités volontaires des femmes et des hommes, les aspects immatériels de la qualité de vie des personnes, les activités créatrices de liens sociaux, l'importance des échanges gratuits, conviviaux et «non-productifs».

Ainsi, il s'impose de :

- développer des moyens de les valoriser équitablement, en utilisant d'autres étalons de mesure que la monnaie,
- doter les femmes de moyens d'influencer les décisions dans les sphères de l'économie et faire connaître, discuter et accepter un nouveau paradigme économique.

Les discussions du Chantier «femmes et économie» ont souligné l'importance des sphères ou dimensions reflétant la «face cachée» de l'économie, par exemple :

- les diverses formes de l'activité économique : productions, consommations et échanges dans toutes les sphères d'activité : marchande, non-marchande, non-monétaire; publique, communautaire, domestique, privée,
- le développement social et humain : sécurité alimentaire, sécurité physique, logement, santé, alphabétisation et éducation, culture, qualité de vie, etc.,
- l'environnement physique : ressources, dommages à l'environnement, surexploitation, etc.,
- le temps : utilisation libre, utilisation contrainte, conciliation des actes et des rôles, temps pour le ressourcement et le développement personnel, etc.,
- le travail : *multifonctionnalité* et *multidimensionnalité* et valeur culturelle du travail, ce qui est particulièrement important pour les femmes,
- la «rentabilité sociale», «rentabilité culturelle», «rentabilité environnementale».

¹ Dans un sens large, «caring» signifie prendre soin des personnes et entretenir des liens interpersonnels.

² À l'instar des femmes, les participantEs au Chantier «travail, emploi, activité» proposent, entre autres, de : reconnaître la valeur des «autres» formes de travail et activités humaines; rompre le lien entre travail et revenu; dissocier la citoyenneté et la dignité des personnes du volume de travail socialement nécessaire; différencier la lutte pour la désaliénation du travail de la lutte pour des mécanismes qui assurent la dignité humaine; développer un nouveau pacte social pour le transfert des gains de productivité.

³ À l'instar des femmes, les participantEs au Chantier «monnaie sociale» proposent, entre autres, de : dépasser le paradigme de la rareté; renouveler les formes de résolution du problème de l'inadéquation entre les désirs individuels insatisfaits par manque de consommation et l'impulsion de construire un modèle social transformateur; prendre appui sur la monnaie sociale pour encourager la production solidaire/éthique et la consommation solidaire/éthique.

Proposition 4 : Contribuer à mettre en relations et à consolider des réseaux existants qui agissent dans le domaine des rapports «femmes et économie».

La synergie entre des alliés potentiels et éventuels partenaires sur la base d'objectifs similaires ou complémentaires est essentielle à une construction collective de rapports économiques dans une perspective de transformation. Cela suppose de :

- identifier les réseaux et leurs orientations de travail,
- proposer des moyens de les mettre en relation et de les soutenir dans la consolidation de leurs rapports,
- ouvrir et articuler un débat avec les actrices et acteurs de l'économie solidaire et des autres dimensions de l'activité économique,
- prendre appui sur les revendications et les analyses formulées par différents mouvements féministes dans le monde. De grands réseaux connus sont identifiés dans la 5^e partie du présent texte,
- porter nos messages dans des univers non familiers avec ces enjeux, parfois hostiles, souvent très masculins; agir au sein de la société en mouvement; s'immiscer dans les comités scientifiques; participer activement et de façon critique aux organisations anti-mondialistes contre la globalisation *corporative*, etc.

Proposition 5 : Revendiquer l'expression de la créativité et de la diversité des initiatives économiques

L'économie «dominante» et la technocratie étatique sont deux carcans très puissants nuisibles à l'expression de la créativité et à la diversité des pratiques en économie. Les modèles pré-établis et normés empêchent l'émergence et la viabilité d'initiatives qui ne respectent pas les règles : compartimentation des secteurs d'activités, définition des entreprises, exigences de rentabilité, croissance et globalisation *obligées*. Alors, privées des moyens appropriés, de nombreuses initiatives végètent ou ne voient jamais le jour.

Reconnaissant une grande diversité de contextes et de moyens, cette revendication vise à souligner les actions à entreprendre tant à l'endroit des femmes qu'à tous les niveaux de l'organisation politique pour rendre possibles et viables des initiatives visant la poursuite et l'atteinte des aspirations des femmes. Soutenir les femmes dans l'expression de leur créativité suppose de :

- soutenir les démarches/processus visant au développement de l'identité et des capacités des femmes;
- revendiquer les législations, politiques et mesures administratives essentielles pour permettre l'accès et un partage équitable aux ressources physiques, technologiques et monétaires ainsi qu'aux connaissances. Pour les femmes en particulier, il est urgent de revoir les législations et mécanismes concernant la propriété et l'appropriation et les modes de transmission des terres, des ressources matérielles et financières et des connaissances ;
- susciter l'intérêt pour des modalités d'échanges s'inspirant de pratiques solidaires et des valeurs des femmes.

Proposition 6 : Développer des pratiques politiques pour soutenir le développement de rapports économiques solidaires

Reconnaissant que les décisions susceptibles de changer les rapports économiques relèvent largement d'un projet politique, il apparaît essentiel de favoriser la participation active des femmes aux processus politiques. Les règles du jeu politique, la centralisation et la hiérarchisation des instances politiques ainsi que l'absence de transparence des processus décisionnels sont au nombre des obstacles pour la participation de nombreuses femmes. De là découle la nécessité de participer à la construction des contre-pouvoirs, lesquels ne sont pas non plus à l'abri des rapports inégalitaires entre les femmes et les hommes. Le défi qui en découle pour les femmes s'est traduit par l'identification des pistes suivantes :

- développer des mécanismes de transfert des pratiques solidaires vers les sphères «dominantes»,
- développer la communication et la sensibilisation auprès de l'opinion publique, diversifier les cibles (autres que militants et spécialistes) et les moyens (par exemple, articles de presse, télévision, etc.),
- encourager la prise de parole par les femmes et les regroupements et groupes de femmes, et offrir un soutien aux activités en conséquence (outils de formation, espaces de débat, ressources d'animation et de communications, etc.)
- mettre en place des lieux d'expressions diverses (parole, art, célébrations, etc.) adaptés aux contextes, lieux physiques dotés de moyens, lieux de rassemblement permettant une expression partagée et publique.
- développer les mécanismes permettant la participation aux paliers décisionnels qui exercent une juridiction sur la place des femmes dans l'économie et l'inclusion des valeurs de solidarité et de justice entre les hommes et les femmes dans les rapports économiques : paliers local, national, mondial.